

NOIR & ROUGE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

• AUTOGESTION ⁽²⁾ **33**

Cahiers d'études

Anarchistes - Communistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

Editorial

Lettre du Maroc

De retour du Sud marocain, je trouve le temps de vous écrire, pour vous dire que la situation ne s'améliore pas du tout. Dans le Sud, il y a le problème de la famine causée par la sécheresse, et personne n'en parle, ni les journaux ni la radio, comme si la misère n'avait jamais existé au Maroc. J'ai visité tout le sud du pays, et vous ne pouvez pas vous rendre compte comme j'ai honte, honte de moi-même devant cette population affamée, honte des dirigeants qui massacrent les petits paysans, honte des intellectuels qui ne se rendent pas compte le plus souvent de la situation, honte de rester les bras croisés devant la féodalité qui exploite, aidée par les forces de l'ordre, honte de ne savoir comment agir. Je ne puis plus vivre dans cette ambiance catastrophique. Quand j'en parle à des amis, ils pensent que je suis en train de perdre mon temps. Il y a des régions où on ne mange qu'une fois par jour seulement du pain et du petit lait si on en trouve. Tu vois les visages durs assoiffés de justice. Personne ne peut en parler. Personne n'a le droit d'ouvrir la bouche. Pas de médecin, pas d'hôpitaux, des écoles qui se trouvent à des dizaines de kilomètres avec des instituteurs qui n'en ont que le nom. Des gens qui travaillent de 5 heures du matin jusqu'à 7 ou 8 heures du soir et ne gagnent même pas 200 francs et quand le caïd passe, tous viennent lui embrasser la main. Et quelques responsables pensent que tout va bien dans ce pays ensoleillé, dans ce pays où c'est la force qui dirige tout, dans ce pays où l'ignorance, la sous-alimentation, la misère règnent partout, dans ce pays où une poignée de riches exploite et utilise plus de 96 % de la population. J'ai vu les gens ne manger que des herbes et j'en ai vu d'autres qui prennent 5 à 6 plats par repas tout en se disant socialistes et révolutionnaires. Comme c'est beau de parler de la liberté de l'individu alors que les gens des services spéciaux (et paraît-il leur nombre augmente) reniflent partout et tout ce qu'ils peuvent pour intimider ceux qui bougent un peu. Comme c'est beau d'entendre les gens parler de leur innocence alors qu'on sait qu'ils sont les plus grands criminels qui existent. C'est la misère qui fait tout. Dans les pays sous-développés comme le Maroc, on

peut tout acheter avec de l'argent. L'homme n'a plus de personnalité. L'un peut vendre son meilleur ami en échange de quelques billets de dirhams.

Un des ministres a dit dernièrement que nous sommes un pays développé. Bien sûr, quand le monsieur qui parle est un petit milliardaire qui a des hôtels particuliers un peu partout dans le monde, il peut se permettre de faire cette déclaration. Mais moi, j'ai entendu parler de la misère, de la famine en Inde, par exemple, mais je n'ai jamais vu ou entendu parler de ce que j'ai vu dernièrement dans le Sud. Les gens prennent n'importe quel travail pour avoir seulement de quoi manger. Les enfants meurent de FAIM et on n'en a jamais parlé au Maroc. Des familles entières, 7 à 8 personnes restent des jours sans presque rien manger, mais pour les privilégiées, celles qui peuvent donner du bakchich ou bien celles qui sont pistonnées, elles ont leur ration mensuelle de farine américaine, 10 kilos par personne et par mois. Les autres, eh bien qu'ils crèvent puisque ces messieurs ne trouvent pas de solution à ces 400 000 personnes qui viennent s'ajouter chaque année alors que le produit national brut non seulement reste stationnaire mais diminue.

Voilà ce que j'ai vu dernièrement. Il y a des dizaines, sinon des centaines d'autres problèmes... Je ne sais vraiment pas comment cela va se terminer, s'il y a une fin à ces problèmes et à cette situation.

Mais nous savons que nous devons combattre l'exploitation là où elle se trouve et qu'elle a ses causes au Maroc, bien sûr, mais aussi en France, aux U.S.A., dans les pays de l'Est, entre autres, tous pays où les exploités du Maroc trouvent leur base et leur appui.

NOIR ET ROUGE

L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE (suite)

III. — CRITIQUE DE L'EXPERIENCE

Nous préférons poser quelques problèmes, les laisser en discussions et comme hypothèses au lieu de faire des affirmations catégoriques. Cette précaution s'impose par l'évolution de l'expérience d'autogestion elle-même, qui, bien qu'elle existe depuis 15 ans en Yougoslavie, semble toujours instable ; elle s'impose aussi parce que l'expérience yougoslave, bien qu'elle soit intéressante en elle-même n'est qu'un exemple plus général : une tentative supplémentaire de gestion en dehors du capitalisme libéral, étatique et des régimes totalitaires. Enfin, nous étudions l'exemple yougoslave de loin et certaines erreurs d'optique ou d'interprétation sont toujours possibles.

Il y a des difficultés d'un autre ordre, soit en entrant dans la *mythologie de l'autogestion* telle qu'elle existe, en essayant de la défendre « coûte que coûte » et de la donner en modèle aux autres pays ; soit en la *condamnant en bloc*

parce que, comme dit Guérin, elle « n'entre pas dans le schéma idéal prévu par le communisme libertaire ». Il y a aussi le fait que, en dehors même de l'approbation ou la condamnation globale d'un phénomène, certains côtés du même problème peuvent présenter un intérêt et mériter d'être discutés. Ainsi, si notre jugement global de l'expérience yougoslave est très réservé, sinon très méfiant (nous ré-approuvons ici les conclusions faites par Zorkine en 1959 :

« Chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (Etat-Conseil ouvrier) ce ne fut jamais l'Etat qui « déperit », mais au contraire c'est lui qui absorba les conseils. » Ce jugement global se rapproche aussi de celui de Djilas :

« Tout l'effort yougoslave d'administration directe n'a été pour le régime qu'une soupape de sûreté ; à travers les mailles de la fiscalité et de l'emprunt forcé, s'est trouvé retenu le solde bénéficiaire que les travailleurs croyaient pouvoir se distribuer : il ne leur est resté que les miettes de la table, et quelques illusions de moins. Sans liberté universelle, la gestion ouvrière elle-même ne peut être libre ; il est clair que dans une société asservie, rien ne peut être décidé librement par personne. Les « décentralisateurs » centralisés ont toujours d'une façon ou d'une autre, fait payer au-dessus de sa valeur l'indépendance qu'ils étaient supposés accorder. »

(DJILAS, La Nouvelle Classe, Plon).

Mais en dehors même de ce jugement global, cette expérience pose énormément de problèmes qu'il faut essayer d'aborder le plus franchement possible, car les mêmes problèmes se sont déjà posés dans d'autres expériences et se posent sûrement de nouveau. La réalité montre que ce n'est pas en écartant les problèmes par un raisonnement qu'on les élimine.

Les critiques envers l'autogestion sont nombreuses, et s'inspirent de points de vue différents. Les plus intéressants sont peut-être celles que se font eux-mêmes les Yougoslaves, comme par exemple le discours de Tito à Split le 6 mai 1962 (on peut le trouver dans les Archives Internationales de Sociologie, 1963, n° 13, pages 140-155). Alexandre Vesselinovic a publié dans la revue Syndicats Yougoslaves (nov. 54) un article intitulé *Déviations* dans lequel il identifie au moins dix types de déviations : la « ligne des experts » (la position dominante de l'appareil administratif dans l'entreprise), le « primitivisme » (par exemple, en traitant tous les employés de bureaucrates), « anarchie » (sous-estimation des facteurs conscients d'organisation dans l'entreprise), la bureaucratie des organes d'autogestion, les privilèges, le particularisme des entreprises et des communes, le centralisme de la commune, l'antagonisme de concurrence par compétition déloyale, les conceptions de petits propriétaires, le parallélisme (entre les organes d'autodirection et les organisations sociales).

Cet auteur ajoute encore :

« Comme chaque acquisition de la Révolution, l'autogestion ouvrière est l'objet des attaques de l'ancien système. Quelquefois ces attaques sont conscientes, raisonnées. Mais le plus souvent le passé lutte avec la force des conceptions, des habitudes et des rapports invétérés. Il lutte et tire de son côté en arrière. »

(in MEISTER, p. 306).

Mais toutes ces « déviations » se résument en réalité en deux points essentiels :

« En même temps, nous devons être conscients que dans cette situation, il

faut soutenir une lutte sur deux fronts : contre les tendances du bureaucratisme et contre les tendances de l'anarchisme spontané. »

(E. KARDELJ — in Meister — p. 306).

Kardelj revient dans son discours du 24-10-1959 à Maribor sur ce sujet en le traitant sous une autre lumière :

« Nous considérons que le défaut de notre système économique et politique réside précisément dans le fait que nous n'avons pas encore réussi — parce que nous sommes gênés dans cette tâche par des facteurs matériels, c'est-à-dire par le degré de notre développement économique — à donner vie entièrement à la substance démocratique et humanitaire de notre mécanisme d'autogestion social. »

(in Meister — p. 287).

Cette explication ne nous satisfait pas, nous pensons qu'il y a des erreurs et des insuffisances dans le régime d'autogestion tel qu'il a été créé et qu'il fonctionne. Jusqu'ici nous avons envisagé le problème le plus objectivement possible, avec même le risque d'être considéré comme « optimistes » ou « déviationnistes ». Nous allons maintenant tâcher de prendre position, position d'autant plus nécessaire que nous avons à faire face à *trois objections majeures* : pour Meister, la critique de l'autogestion sur la base d'un socialisme idéaliste (c'est-à-dire qui ignore les difficultés de la réalité et surtout de l'économie) n'est pas valable ; pour Guérin, les anarchistes ont une vue sectaire sur l'autogestion yougoslave parce qu'elle se déroule dans des conditions qui sortent du cadre idéal anarchiste-communiste (toujours cet idéalisme) ; pour Kardelj, le grand danger, c'est l'anarchisme spontané qui ignore l'organisation.

LA TENDANCE A L'AUTARCIE ET L'EGOISME OUVRIER

C'est le plus grand « crime » et la plus grande faiblesse du système d'autogestion, d'autant plus qu'ils sont liés au « primitisme », au « particularisme », à « l'anarchisme », etc. Il est difficile de nier en bloc ces phénomènes car ils existent vraiment. Il serait facile d'opposer les vertus du « bon ouvrier » aux « méchancetés » de l'appareil étatique qui serait le seul responsable. Il nous semble plus nécessaire d'étudier les conditions et le cadre de l'expérience qui tiennent la gestion ouvrière isolée dans l'entreprise sans lui permettre d'envisager les problèmes économiques globalement ni lui donner la possibilité d'exercer sa solidarité. Il sera aussi nécessaire d'étudier si la classe ouvrière en tant que productrice peut organiser toute la vie sociale en admettant l'existence des conditions les meilleures. Ensuite, si l'on considère qu'il existe des intérêts généraux différents (comme producteurs, et aussi comme consommateurs, échange, phénomène culturel, etc.) qui dépassent les formations productives à proprement parler, l'Etat, le parti sont-ils leurs meilleurs garants et leurs meilleurs coordinateurs ? Et enfin, une question encore plus générale : possibilités et impossibilité d'une autogestion à l'heure actuelle. Commençons par ce dernier point.

Il serait malhonnête de cacher les doutes qui assaillent certains camarades en France et à l'étranger : *la classe ouvrière est-elle capable, veut-elle l'autogestion ?*

Il nous semble bon d'écartier — pour rendre plus nette la discussion — la réponse-routine sur le pourrissement des syndicats, la nécessité historique iné-

luctable de militer dans l'anarcho-syndicalisme, dans une organisation anarchiste structurée. Ceci parce qu'il est plus facile de se référer à des notions idéologiques qu'à la réalité, et que nous croyons que la facilité mène directement à la démagogie.

Tout d'abord, quelques exemples d'analyses historiques :

— Avril 1936 Espagne : dans la C.N.T. les partisans d'une action politique et qui viennent de voter aux élections) se justifient en disant qu'il n'y a aucune possibilité révolutionnaire, que le peuple est las et que, donc, en attendant les anarchistes doivent faire de la politique). Trois mois plus tard la réaction populaire au putsch de l'armée fut grandiose.

— Avril 1958, les syndicats pro-communistes cubains refusent d'appuyer la grève générale lancée par le mouvement de Fidel Castro. La situation ne leur semble pas mûre pour la révolution. En janvier 1959, Castro a achevé la conquête militaire de l'île.

A côté de ces impairs, il y a des réussites comme l'analyse du marxisme au pouvoir dégénérent en caste, par Bakounine, il y a un siècle. Mais les prévisions de Marx sur l'Angleterre, pas plus que celles de Bakounine sur l'Italie n'ont été vérifiées.

Donc rien de plus subjectif que les jugements objectifs. Mais ce serait une pirouette polémique que d'arrêter là la discussion. Le plus souvent, les phénomènes révolutionnaires sont imprévisibles ; l'autogestion est un phénomène révolutionnaire.

Un peu plus haut, nous avons discuté les raisons de l'instauration de l'autogestion en Yougoslavie (échec de la gestion « administrative », et avant tout la nécessité pour le régime d'avoir un appui populaire). *Cette création par décision gouvernementale pèse toujours sur le caractère et le fonctionnement de l'autogestion. A la création, aussi bien que maintenant, l'adhésion et l'enthousiasme populaire ont toujours manqué ; au contraire, les masses n'ont pu dépasser la méfiance, le sentiment qu'on « joue » avec elles, qu'il ne s'agit que d'une démagogie de propagande provisoire et sans lendemain. Dans ces conditions, le réflexe le plus courant est de « profiter de la situation » puisque l'on ne sait pas ce que sera demain. Cette hypothèse est aggravée par les constants changements, les innombrables nouveaux décrets qui tombent d'en haut et donnent à l'expérience une marche en zig-zag. De plus, le parti, et le pouvoir ont toujours affirmé leur rôle dirigeant, et ont toujours gardé les moyens essentiels : la décision, le plan, les banques, le prélèvement du bénéfice, l'ingérence directe ou indirecte, l'arbitraire. L'autogestion se résume ainsi le plus souvent réellement non pas en une gestion autonome, même pas en une cogestion, mais tout simplement en une gérance ; et l'on sait bien la mentalité d'un gérant vis-à-vis de son patron — il tâche par tous les moyens légaux et illégaux d'accroître ses propres bénéfices.*

Kardelj justifie ainsi le droit à l'ingérence :

« Sans ce droit d'ingérence il est impossible d'assurer l'unité du système, ainsi qu'un fonctionnement uniforme des services publics.

« C'est du système des inspections plus ou moins liées sur le plan vertical —

système en dehors duquel un mécanisme administratif décentralisé serait inconcevable — qu'une attention particulière a été consacrée dans cet ordre d'idées. »

(Kardelj — « Notre administration d'Etat dans la situation nouvelle » dans « le Nouveau Droit yougoslave » 1956 — in Meister)

et en outre Kardelj déclare aussi :

« Il est vrai que dernièrement et surtout au cours de l'année passée, nous avons par nos prescriptions, économiques et autres, amoindri à un tel point l'action des conseils ouvriers et des communes que leur autonomie, dans certains secteurs, est tombée au-dessous du minimum admissible. Notre intervention, en certain cas, revêt une tendance à revenir purement et simplement à une gestion bureaucratique. Il est vrai que la base financière de la gestion autonome de nos conseils ouvriers et de nos communes est trop étroite. C'est la cause principale de notre retard dans le développement de nos conseils ouvriers. Nous prenons à nos entreprises et à nos communes une telle part de leurs revenus que les entreprises sont ramenées à la stagnation technique. »

(Kardelj — in Meister p. 321).

Avec ces contradictions, les ouvriers ont souvent l'impression qu'on joue avec eux comme un chat avec les souris, et qu'en définitive les souris seront toujours mangées (j'ai habité en Yougoslavie en 1950-51 à l'époque des premiers décrets d'autogestion, et ces impressions étaient sensibles parmi les ouvriers ; et le camarade qui y était en 1964 — voir N. et R. n° 28 — les y a retrouvées).

En dehors des phénomènes plutôt psychologiques (mais qui sont très importants dans les expériences de ce genre), il y a une *insuffisance essentielle* dans le fonctionnement même de l'autogestion yougoslave. L'entreprise industrielle est plus ou moins intégrée dans la commune mais là s'arrête la coordination venant de la base. Les conseils d'ouvriers n'ont pas le droit de former leur propre confédération de producteurs. Les producteurs ont leurs représentants dans les Conseils d'arrondissement, des républiques et dans la Chambre économique de la fédération, mais ce ne sont que des représentants à titre consultatif et symbolique, sans un vrai pouvoir de participation et de décision. Ils ont aussi leurs congrès, comme celui de Belgrade en 1957, mais qui ne fait que voter des résolutions avec les « souhaits » des travailleurs. Dans la ligue des communistes, comme par exemple dans le congrès de décembre 1964, certains intérêts des Conseils ouvriers étaient exprimés, mais les décisions et l'orientation échappent toujours aux producteurs eux-mêmes. Elles continuent d'appartenir en fin de compte au pouvoir central, voire même au pouvoir personnel. Il y a évidemment aussi les syndicats, mais leur rôle est de loin secondaire.

Il manque l'essentiel : les forces productives sont subordonnées, irresponsables sur le plan général. Elles restent obligatoirement isolées, il leur manque une vision d'ensemble et la solidarité de classe. Sans responsabilité effective, sans solidarité, on ne peut créer une économie collective. Il ne s'agit pas uniquement des organes intermédiaires entre le pouvoir central et l'autogestion, mais d'une véritable autogestion sur un plan collectif.

Nous avons vu une expérience semblable dans l'expérience de l'Espagne révolutionnaire. Malgré des conditions objectives meilleures (il s'agissait d'une collectivisation après une guerre révolutionnaire), malgré un phénomène sub-

jectif meilleur aussi (la C.N.T. et l'U.G.T. avaient pu faire une formation syndicale très poussée et très large), les conseils ouvriers créés dès le commencement en Catalogne n'ont pu échapper au même danger :

— « A Barcelone, et dans presque toutes les villes, dans les centres industriels de Catalogue, chaque usine fabriquait et vendait ses produits pour son propre compte ; chacune cherchait des clients et les disputait à l'usine rivale. *Un néo-capitalisme ouvrier était né.* (...) Dans le commerce, le même néo-capitalisme se manifestait sur une échelle beaucoup plus grande. (...) Au contraire dans les usines et entreprises qui étaient aux mains des syndicats, la production augmenta, ou du moins il n'y eut pas de déficit. Dans la mesure des ressources disponibles, le rendement était toujours supérieur. De plus, il n'y eut pas l'immoralité des salaires deux ou trois fois supérieurs selon les matières premières disponibles et le don commercial. »

(G. LEVAL : Les syndicats dans la Révolution espagnole, traduit de l'italien, éd. Il Libertario, Milan 1948, pp. 32-41.)

Cette tendance des entreprises est tout le contraire d'un fédéralisme. Il ne s'agit pour elles que d'acquérir le plus possible de bénéfices au détriment des autres conseils d'usines, s'il le faut. C'est la réapparition du profit et de l'arrivisme capitalistes, avec cette différence qu'il n'y a plus un propriétaire, mais des dizaines, avec une rapacité identique.

Cette situation a pu être dépassée dès que les syndicats ont pris en main la situation économique et ont créé des fédérations par branches de productivité. Les difficultés n'ont pas été résolues immédiatement (car il y en avait beaucoup d'un autre ordre) mais du moins cette plaie a été supprimée.

Dans l'expérience des kibboutzim en Israël, on a aussi vu apparaître un égoïsme (qui mène toujours à l'exploitation des autres) mais il s'agissait et il s'agit de l'attitude des kibboutzniks vis à vis des salariés saisonniers. Il n'y a pas l'isolement des kibboutzim, car les différents kibboutzim sont organisés par leurs fédérations. En Yougoslavie, cela manque, c'est même interdit. Et ensuite on se demande pourquoi l'esprit de particularisme, d'égoïsme, etc., est si fort dans les entreprises.

Guy DESOBRE déplore aussi (dans « Documents Socialistes » n° 1), le « manque de liaison » qu'il considère comme une « insuffisance des conseils ouvriers ». Il pense que ce manque de coordination entre les conseils ouvriers les empêche d'exercer un contrôle sur les dirigeants politiques. Mais ce sont précisément les dirigeants politiques qui ne supportent aucune concurrence ni aucun contrôle. C'est pour maintenir ce totalitarisme idéologique et politique qu'ils préfèrent laisser les conseils ouvriers dans cette forme imparfaite et insuffisante.

Pour nous, la nécessité de cette fédération se pose dès maintenant, sans elle les entreprises isolées aboutiront à une nouvelle inégalité et à des absurdités.

Nous sommes encore plus à l'aise pour parler de la nécessité d'une fédération des producteurs qui parte de la base et qui prenne une place importante dans la vie sociale, du fait que, le plus souvent, la conception anarchiste est donnée d'une manière absolument fautive : « c'est un individualisme petit bour-

geois antiorganisationnel, sans planification ni coordination, dans lequel les intérêts particuliers prennent le pas sur les intérêts généraux ; c'est le mélange d'idéal du Moyen Age et de l'entreprise libre du capitalisme ». Cette image d'Epinal est très commode pour fermer la voie à toute autre solution en dehors de la solution étatique. En réalité, la différence fondamentale n'est pas dans le refus d'une organisation économique et sociale, mais dans une conception complètement différente de cette organisation nécessaire. Il est trop long de donner des citations et des démonstrations, mais il faut quand même souligner l'originalité de la conception anarchiste qui consiste dans la priorité des forces productrices dans les supra structures politiques, les producteurs doivent s'organiser eux-mêmes à partir de leurs lieux de travail en coordonnant les efforts de manière fédérative avec toute la responsabilité, la maturité qu'on doit donner à ceux qui produisent tous les biens.

Nous sommes aussi très à l'aise sur un autre point : dans notre conception des forces productrices et de lutte de classe, les anarchistes communistes ont toujours refusé de faire de la surenchère ouvriériste. S'ils acceptent la lutte de classe (qui est toujours valable, même dans la conjoncture actuelle), s'ils considèrent que la classe ouvrière est un facteur décisif de cette lutte, ils sont loin d'idéaliser cette classe en tant que telle, et d'accepter son rôle dirigeant, encore moins sa dictature dans la société nouvelle. Ici aussi nous ne pouvons trop nous étendre, mais notre désaccord avec les anarchistes syndicalistes, par exemple, tient dans le fait que nous considérons l'idéal anarchiste comme idéal humain, mais non comme idéal de classe ; nous cherchons une solution sociale dans laquelle les forces productrices garderont leur rôle primordial mais seront équilibrées par d'autres formations, comme celles des consommateurs, des usagers, des coopératives, des activités culturelles, des formations de solidarité, etc.

Nous sommes en partie responsables de cette persistance de l'image d'Epinal de l'anarchisme, car nous ne sommes pas suffisamment capables d'approfondir et d'actualiser les conceptions fédéralistes et communautaires qui, venant de la première Internationale, ont été développées par nos premiers théoriciens (Bakounine, Malatesta, etc.). Nous sommes responsables aussi du peu d'effort fait pour répandre et faire connaître les conceptions de ces théoriciens et les exemples des quelques essais de réalisation.

Il y a une démarche complètement différente entre nous et les marxistes : tout en refusant l'exclusivité et la dictature de la classe ouvrière, c'est-à-dire des producteurs, nous exigeons que ces producteurs aient le plus de responsabilité et d'épanouissement possibles dans la société, tandis que les marxistes idéalisent la classe ouvrière, proclamant sa priorité, exigent sa dictature (la dictature du prolétariat), mais en même temps tiennent cette classe comme immature et capable uniquement d'exécuter les ordres, et par le réel pouvoir du parti politique annulent en réalité le rôle de la classe ouvrière.

Qui représentera les autres intérêts sociaux en même temps que les producteurs ? Les syndicats, comme en Espagne ? Mais les syndicats ont montré leurs limites, leur intégration dans l'appareil bureaucratique, leur peu de représentativité... Le parti ou les partis politiques, comme dans la société actuelle ? La démocratie parlementaire oui, par le suffrage universel et les députés, prétend représenter plus fidèlement le peuple ? Ou au contraire les associations plus spontanées des consommateurs, des usagers, des autres nombreuses activités humaines ? Toutes ces nombreuses questions demandent de longues explica-

tions. Pour nous, une chose semble claire : la plupart de ces formations sont dépassées, ou demandent à être revues et réadaptées. Il est clair aussi que l'idée des conseils d'ouvriers, des conseils d'usine, des soviets, qui surgissent périodiquement avec persévérance, sont appelés à jouer de plus en plus un rôle de premier plan.

Pour en revenir à la Yougoslavie, la question est, semble-t-il, plus compliquée, car la *classe ouvrière*, disent certains Yougoslaves, dans un pays sous-développé, *n'est pas à la « hauteur » de sa tâche*. La Yougoslavie a en effet encore les caractères d'un pays sous-développé : la masse paysanne prédomine par le nombre, la classe ouvrière est d'une origine paysanne trop récente, il y a une surpopulation surtout dans la campagne avec un exode massif vers les villes, le rendement industriel et agricole est encore trop bas, le niveau de vie encore trop insuffisant. Mais cela suffit-il à condamner pour encore de nombreuses années la classe ouvrière à un rôle de soumission et d'exécution. Sur le plan historique, ce n'est pas la classe ouvrière des pays hautement industrialisés qui a réalisé l'idéal communautaire, ce sont au contraire les ouvriers et les paysans de la Russie, de l'Espagne, etc., qui s'en sont rapprochés le plus.

« L'autogestion ouvrière requiert un système économique général adéquat, entièrement nouveau. Si un système économique adéquat lui faisait défaut, l'autogestion ouvrière deviendrait aisément une forme vide de contenu. »

(Dusan BILARDZIC, secrétaire du Comité Central de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie, Documents sur l'Europe Centrale, Vol. II n° 4 août 1964, p. 123.)

Nous ne pensons pas que le système économique général de Yougoslavie soit « adéquat », aucune liberté économique même toute relative n'est possible sans une certaine liberté politique ; aucune décentralisation — dans le cadre d'une dictature politique, d'un parti unique, d'un pouvoir personnel ; aucune autogestion ne peut coexister avec un dirigisme, un paternalisme non dissimulé.

« L'autogestion ouvrière implique des transformations sociales extrêmement profondes. Les changements intervenus antérieurement au cours de l'histoire de la société humaine, y compris les changements révolutionnaires, conservaient, sous une forme ou une autre, une société caractérisée par l'existence d'une couche sociale à part, qui gouvernait les hommes engagés dans le processus de la production et de la répartition des biens.

A cet égard, la gestion ouvrière apparaît comme un processus durant lequel le monopole du gouvernement des hommes dépérit et disparaît.

C'est le processus de l'ascension du producteur au stade de gestionnaire des moyens de production, ce qui constitue l'un des changements sociaux les plus profonds, le plus étendus, les plus révolutionnaires. » (id. p. 124)

PROBLEMES TECHNIQUES

En même temps que le problème général, il existe beaucoup de problèmes plutôt techniques qui sont également importants pour le fonctionnement de l'autogestion. Nous ne pouvons nous arrêter qu'assez brièvement sur quelques-uns

d'entre eux. *Comment stimuler la production ?* l'expérience yougoslave est significative : après la libération, le pouvoir a essayé de prolonger l'enthousiasme, l'idéalisme, le volontarisme et l'esprit de sacrifice de la résistance ; ensuite, il y eut la coercition et la violence ; pour revenir enfin au stimulant du profit et du bénéfice purement matériel.

« La Yougoslavie a un marché libre où les entreprises se concurrencent. La réussite du marché détermine la qualité et les prix. L'influence bénéfique de la concurrence sur les prix et la qualité, combinée avec la dépendance considérable du bien-être matériel de l'ensemble de la collectivité des travailleurs et même de la communauté sur la réussite obtenue par l'entreprise, fournit un stimulant plus puissant pour la qualité et le volume de la production que n'importe quelle forme de contrôle administratif. »

« Les efforts réunis de l'action démocratique des conseils ouvriers et de la concurrence sur le marché libre rendant possible le fait que les collectivités de travailleurs tentent au maximum d'obtenir des succès malgré les limitations imposées par les conditions matérielles actuelles. »

(KARDELJ, Discours à Oslo, 1954)

Mais la loi du profit est-elle un principe socialiste ? Ernesto Che Guevara a prétendu que non, en affirmant que « partout où elle est appliquée, la loi de la valeur mène l'économie du pays au capitalisme ». (*Le Monde*, 30 juin 1964.) L'enthousiasme s'émousse à la longue, la violence la plus absurde se montre impuissante, le bonheur collectif doit commencer par se baser sur un bonheur individuel lui-même comprenant une partie de satisfactions matérielles (limitées).

Le système du profit se reflète dans l'éventail des salaires ; là aussi l'évolution yougoslave a commencé par un égalitarisme pour finir par un éventail de plus en plus large. Ce qui significatif, c'est qu'au commencement les masses étaient plus fidèles à l'esprit d'égalisation que le pouvoir central. Ainsi, au premier congrès des Conseils ouvriers de 1957, un certain nombre de souhaits sont ensuite passés dans les lois, tandis que le vœu réclamant une égalisation des salaires n'est pas passé ; au contraire, la différenciation des revenus s'est élargie. Et cette tendance continue. Le journal « Rad » du 4-2-1961 écrit que « les riches deviennent plus riches, et les pauvres plus pauvres ».

Les exigences techniques de la production imposent de plus en plus une planification. La planification centralisée et détaillée en vigueur dans les pays de l'Est s'est montrée en réalité une absurdité, le moindre succès se solde par d'innombrables échecs et souffrances (les Polonais, après octobre 1956, ont dénoncé le vrai visage de cette centralisation). Mais la planification qui laisse une liberté d'investissement aux unités locales isolées aboutit aussi à une absurdité — chaque commune veut avoir son usine sans se soucier de sa rentabilité. Nous sommes donc d'accord avec Bobrowski qui écrit que « la gestion ouvrière est incompatible avec une planification centralisée et coercitive » (id. p. 226). Il s'agit donc de trouver une autre planification dans laquelle les conseils ouvriers auront une place non seulement sur le plan local mais en tant que force productive collective. Cette planification dépassera aussi la « planification » de P. Mendès-France pour lequel la démocratie n'a qu'un visage politique, et non économique.

« ... L'égalité découle de la sociabilité, du groupe. La propriété collective indivise découle des principes de l'égalité. Et dans ces conditions les décisions concernant cette propriété ne peuvent être prises que dans une structure démocratique. La structure démocratique est le corollaire de l'égalité, comme celle-ci est le corollaire de l'emprise totale du groupe sur l'individu. »

(A. Meister - p. 283)

Malgré les moyens de stimulation, malgré la politique des salaires élargis, la désaffection pour la chose publique se manifeste de plus en plus en Yougoslavie. Les causes de ce phénomène sont très nombreuses : éloignement de la libération et diminution de l'emprise idéologique, les besoins individuels sont accrus et demandent à être satisfaits, sentiment d'insécurité, etc. Nous pensons que les critiques faites plus haut sur le fonctionnement de l'autogestion sont valables ici aussi. A. Meister en donne une analyse assez juste :

« Les raisons de cette indifférence, c'est dans les difficultés de la vie quotidienne qu'il faut les chercher, difficultés qui resserrent encore davantage les liens des groupes primaires : niveaux de vie très bas, difficultés de logement, origine rurale récente, maintien des attaches rurales. »

(p. 109)

Nous avons vu dans les impressions de Yougoslavie 64 (N.R. n° 28) que la plupart des salariés sont obligés d'avoir deux emplois à la fois, l'un officiel et l'autre non, pour pouvoir équilibrer leur budget. Il faut ajouter aussi que dans les régimes dits socialistes, le spectacle de la « nouvelle classe » est un des plus dissolvants pour l'idéal socialiste.

Mais même en dehors de ces conditions yougoslaves, il y a une usure de l'idéal collectif lui-même. L'expérience des kibboutzim montre que même avec une intégration plus totale dans la vie collective, le phénomène de lassitude est également présent (le nombre de gens qui abandonnent les kibboutzim, les jeunes qui préfèrent la vie dans les villes, etc. Meister pense que cela tient en partie à la « contagion » de l'idéal capitaliste : le capitalisme n'est pas seulement un système économique mais aussi une conception totale où le bien-être personnel, la chance individuelle, l'attrait des biens de masse ont la puissance d'un idéal.

On voit donc les grandes difficultés de l'autogestion. Il y en a encore d'autres que nous ne pouvons décrire en détail : la coexistence non seulement de l'appareil étatique comme en Yougoslavie mais aussi d'un secteur privé comme en Algérie par exemple, secteur qui bénéficie le plus souvent de l'appui direct ou indirect du pouvoir ; les cas d'abandon des terres par leurs anciens propriétaires (comme en Espagne ou en Algérie) et la nécessité pour les travailleurs de gérer les entreprises et les terres dans des conditions très difficiles sans capital de départ, sans formation technique, dans un milieu assez souvent hostile (en Espagne, par exemple, dans la province de Valence, pour la campagne d'exportation des oranges 1936-37, il y avait deux organismes qui se concurrençaient : une collectivité formée par l'U.G.T. et la C.N.T. et un organisme regroupant les anciens propriétaires et dirigé par les communistes. On peut multiplier les exemples.

Au Mexique et en Algérie, les secteurs communautaires de l'économie rivalisent avec acharnement contre les secteurs privés.

IV. — CONCLUSION

Au terme de ces quelques pages, un essai de conclusion s'impose, ou plutôt une série de conclusions, avant tout sur l'expérience yougoslave elle-même.

Nous avons déjà exposé ses bases théoriques (qui sont très minces), ses origines (qui donnent à toute cette expérience des limites très étroites et une lourde hypothèque), ainsi que le fonctionnement, les difficultés et les insuffisances manifestées depuis 5 ans ; nous avons aussi fait quelques critiques et souligné les hésitations, le pragmatisme, les forces multiples et divergentes qui donnent à cette expérience une marche en zig zag et une grande incertitude. Depuis les réformes de juillet 1965, ces incertitudes et ces différentes forces se manifestent par une discussion sans précédent dans la presse, au Conseil économique, au Parlement ; les cadres technologiques sont particulièrement virulents dans leurs critiques, surtout envers certains excès de l'autogestion dus à l'isolement et à l'esprit de clocher. Il est donc difficile de faire des pronostics. Mais même en tant qu'expérience actuelle, les conseils ouvriers et l'autogestion yougoslave ne peuvent pas nous servir d'exemple ; bien qu'on ait envie sentimentalement de se solidariser et de les défendre (surtout quand ils sont menacés), on ne peut pas s'identifier avec cette expérience, ni en faire la défense inconditionnelle ; nous ne faisons pas seulement des critiques et des réserves, mais nous n'acceptons pas le principe d'un parti politique qui doit avoir le rôle dirigeant, prépondérant, omniscient et omniprésent ; les forces productrices doivent être considérées non seulement en tant que moyen et rapport de production, mais aussi et avant tout comme une force sociale, capables d'organiser la société sur des bases plus justes et plus solides que la violence ou l'arbitraire.

Ce n'est pas le cas en Yougoslavie. Une première contradiction surgit ainsi : la suprastructure politique et idéologique prime l'infrastructure économique et productrice — et fausse le rôle de chacune et leur rapport entre elles. Une deuxième contradiction dans le schéma marxiste est également évidente ; Marx a défini dans « le Capital » la classe capitaliste comme celle « qui possède le monopole des moyens de production sociaux et de l'argent » ; en appliquant ainsi les principes marxistes, l'économie des pays dits socialistes doit se définir comme une économie capitaliste, et la classe au pouvoir non seulement comme une bureaucratie, une déformation, mais comme une classe capitaliste parce que seule classe qui possède le monopole des moyens de production, de l'argent, du pouvoir de décision et de coercition... Les Yougoslaves ont essayé de résoudre cette deuxième contradiction mais conservent la première ; c'est pourquoi leur économie est déchirée entre les besoins et la nostalgie d'une classe politique et technocratique privilégiée d'une part, et les échappements exagérés d'un particularisme local et régional d'autre part.

Si l'expérience yougoslave, dans la pratique, n'est pas suffisamment convaincante, parce que forcément limitée et insuffisante, historiquement elle est d'une grande importance. Elle témoigne d'une part de l'échec de la gestion purement administrative, bureaucratique, étatique et dictatoriale, et de la recherche d'une autre solution dans laquelle les masses productrices seront engagées d'une manière plus libre, plus responsable et plus directe. Même si cette solution n'est pas encore trouvée, même si elle est imparfaite, elle ouvre des perspectives qui dépasseront sûrement l'expérience de départ elle-même. Il me semble que ce processus est déjà en cours — dans les pays dits socialistes, l'exemple yougo-

slave en tant que courage politique, et aussi comme recherche économique, a ouvert une brèche dans l'édifice dogmatique et scolastique stalinien ; les ouvriers du grand Budapest qui avaient repris le slogan des Conseils ouvriers (en le poussant même plus loin) ont été écrasés par les chars, mais même maintenant, dans les pays satellites les plus staliniens le parti se sent obligé de faire un brouillard de démagogie sur une certaine participation et autonomie de la base... L'exemple yougoslave est étudié avec intérêt encore plus ouvert par les pays nouvellement indépendants politiquement et en voie de développement économique : les Algériens, les Marocains (Ben Barka a passé de longs mois en Yougoslavie !)... Ainsi, l'humanité marche en avant, en tâtonnant, en cherchant, par des demi-succès et par des échecs, en gardant un souvenir profond de ses blessures mais aussi un sens toujours vif d'espoir et de justice...

Le jour où des aspirations populaires, désir de justice et refus d'exploitation, rencontrera une conscience aussi aigüe de la réalité économique et sociale ainsi que des exemples et des leçons de gestions collectives passées et présentes — ce jour, les masses accompliront peut-être un nouveau pas en avant. C'est pourquoi nous aussi, sans découragement mais avec sens critique, nous essayons d'étudier l'exemple des collectivités espagnoles, celui des kibboutzim en Israël, aujourd'hui celui de l'autogestion yougoslave, etc...

J'aimerais terminer ces pages par quelques phrases d'Anton Pannekoek, l'un des pionniers des « Arbeiterrät » (Conseil ouvrier) :

« ... Mais vous ne devez pas oublier qu'en employant le terme « Conseil ouvrier » nous ne proposons pas de solutions, mais nous proposons des problèmes... Et cela veut dire qu'en tant que petit groupe de discussions nous ne pouvons pas résoudre ces problèmes. Et même si tous les hommes politiques et chefs d'organisations se réunissaient et voulaient sauver le monde, ils ne pourraient pas eux non plus résoudre ces problèmes.

« Seules pourraient le faire des forces des masses, des classes, à travers leur lutte pratique, c'est-à-dire une époque, une période historique de lutte des classes...

« Ce qui importe donc, et ce que nous pouvons faire, ce n'est pas d'imaginer à leur place comment ils doivent agir, mais de leur faire connaître l'esprit, les principes, la pensée fondamentale du système des conseils qui se résume en ceci : les producteurs doivent être eux-mêmes les maîtres des moyens de production. Si leur esprit s'en pénètre, ils sauront eux-mêmes nécessairement ce qu'il faudra faire... »

Anton Pannekoek (cité par : Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseil, sept. 65).

IVO.

(février 1966).

— Notre camarade ABARCA est à nouveau emprisonné en France, victime du même mandat d'arrêt international lancé il y a deux ans par la Suisse (et pour le compte de FRANCO !). La solidarité révolutionnaire subjuguera-t-elle la solidarité policière internationale ? IL LE FAUT !

LE MYTHE

DES CONSEILS OUVRIERS CHEZ TITO

Introduction

La révolution hongroise de 1956, le soulèvement de Berlin, les événements de Pologne, et, d'une façon générale, les échecs du stalinisme aussi bien en Europe orientale qu'occidentale, ont remis le problème des conseils ouvriers au premier plan de l'actualité révolutionnaire.

Il n'est pas dans notre propos de retracer l'historique des Conseils ouvriers, que l'on retrouve déjà sous la Révolution française dans les Conseils de communes, au cours de divers mouvements révolutionnaires de 1848, puis, sous la Commune, jusqu'au premier soviet des usines Poutilov à Pétersbourg en 1905, le premier congrès des soviets en juin 1917, les soviets de Kronstadt contre la dictature bolchevique en 1921, les « républiques des conseils » à la fin de la première guerre mondiale en Hongrie, en Allemagne, en Autriche, aux deux extrémités de l'Adriatique : à Pola et à Cattaro, en Espagne et en Chine, pour assister au dernier sursaut, en 1956, à Bucarest.

On va nous faire observer que nous oublions dans cette énumération les conseils ouvriers yougoslaves. Il ne s'agit pas, avouons-le tout de suite ! d'un oubli : pour nous, la création de « conseils ouvriers » par le gouvernement yougoslave ne représente qu'une nouvelle mystification de la classe ouvrière par la bureaucratie. Dangereuse :

— pour les ouvriers yougoslaves, chez qui elle compromet une institution révolutionnaire, restée — jusqu'à présent — « propre » (on pouvait opposer au Parti l'idée des conseils ouvriers),

— pour « une certaine gauche européenne » qui s'accroche à « l'exemple yougoslave » et au slogan du gouvernement de Tito : « Le transfert des usines aux ouvriers ! » comme à la seule solution restée encore possible entre le capitalisme et le stalinisme.

C'est pourquoi il est important d'examiner le contenu réel de l'« expérience yougoslave » et ses conséquences.

« Standing » de vie ou le socialisme passe par le ventre

C'est avec la loi du 1^{er} avril 1952 que le nouveau système des salaires est entré en vigueur dans toutes les entreprises économiques en Yougoslavie. Jusqu'à cette date, les salaires étaient fixés par décret gouvernemental. La création d'une industrie nouvelle des biens de l'équipement, les investissements chaque année renouvelés ont servi surtout à la croissance et au renforcement de l'appareil bureaucratique, de l'Etat, de la « nouvelle classe ». Cet effort se traduisait pour la classe ouvrière par la diminution continuelle du niveau de vie et de la consommation à environ quatre ou cinq fois au-dessous du standing de vie, déjà pas très brillant, des ouvriers en France. Pour la paysannerie, l'« édification socialiste » voulait dire le rachat obligatoire, à des prix dérisoires, des

82 % de leurs produits par l'Etat. Cette politique a mené le pays à la catastrophe économique. Après la rupture du P.C.Y. avec Moscou, la classe dirigeante, libérée de l'obligation d'exécuter docilement les directives soviétiques dans l'organisation et l'économie de l'Etat, s'est vue obligée de faire des concessions importantes aussi bien à la paysannerie qu'à la classe ouvrière. C'est ainsi que les paysans ont reconquis la liberté de décider librement la nature de leur production, et le rachat obligatoire de leurs produits fut progressivement abandonné.

La concession consentie à la classe ouvrière était la création des conseils ouvriers d'usine. La propagande officielle affirme que les ouvriers eux-mêmes décident du montant de leurs salaires et de la distribution des revenus des entreprises économiques. Cette participation ouvrière à la gestion des entreprises devait mettre fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers. Car c'est là, finalement, la question : Qu'est-ce que le gouvernement nous offre comme moyen pour sortir de cette situation misérable ? Est-ce que la « participation ouvrière à la gestion des entreprises » mettra fin à l'abaissement continu du standing de vie des ouvriers ?

Le revenu national ou l'inégalité des tranches du gâteau

C'est la loi qui fixe chaque année le plan pour l'ensemble de la production et de la distribution des biens dans l'Etat yougoslave. C'est donc le Parlement qui en décide en définitive, après une vague consultation des syndicats, coopératives, etc. Il est vrai que le Plan ne fixe pas la nature et les quantités des produits à fabriquer, à livrer, mais le « minimum obligatoire de l'utilisation des capacités productrices ». Ce « minimum » est pour l'agriculture de 105 %, pour arriver à la production prévue et payer les plans chimériques de transformation magique d'un pays agricole en un pays hautement industrialisé — investissements : 17,7 % du revenu national net — et pour apporter la tranquillité d'esprit à la nouvelle classe dirigeante — l'armée, l'armement, l'administration d'Etat : 45,4 % du revenu national net. La part des salariés dans tout cela ? Eh bien ! dans le revenu produit par l'industrie et la production minière, pour ne citer que cet exemple, elle n'est que de 14,9 %. Cette part est fixée à l'avance par le plan qui, en dehors du « minimum d'utilisation », fixe le fonds global de salaires à dépenser pour ce degré d'utilisation. Le premier élément pour déterminer le fonds des salaires, ce sont les normes de production et l'optimum du personnel : combien d'ouvriers et d'employés sont indispensables pour faire « tourner » l'entreprise à X % de sa capacité productrice ?

En fixant d'avance le degré d'utilisation des entreprises, l'Etat détermine la qualité et le volume de la production.

En fixant le fonds global des salaires, l'Etat s'assure que la consommation et le standing prévus pour les salariés ne seront pas dépassés. A l'intérieur de ce fond global, les salariés le répartissent entre eux comme bon leur semble et arrivent gentiment à une sorte d'auto-exploitation et, même, d'autopunition (nous citons « Borba ») :

« Le fonds global des salaires (la somme payée à l'ensemble du personnel) sera diminué par chaque absence de travail non justifiée... cela veut dire que le collectif entier doit se dresser contre ceux de ses membres qui essaieraient de diminuer le fonds commun des salaires en provoquant des frais injustifiés. »

Toute la classe ouvrière yougoslave devrait se transformer en « pointé », en garde-chiourme, en contremaitre... Car le mot d'ordre général est : « Diminution des prix de revient » ou, plus méchamment, « nous ne voulons pas partager les gains avec des paresseux ! ». En effet, les salaires sont fixés de telle façon qu'ils permettent à peine aux salariés de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Mais ces salaires n'étant qu'une partie seulement du revenu d'un salarié, on lui fait miroiter la possibilité de recevoir la deuxième tranche, puisée dans le fonds global. C'est le bilan de l'année d'une entreprise qui doit faire ressortir la participation de chacun dans la distribution des gains. Le moyen le plus simple d'arriver à l'augmentation de la rentabilité de l'entreprise est la diminution des prix de revient et l'augmentation de la productivité de chaque ouvrier. En réalité, toutes ces mesures se font au détriment de l'ouvrier, aggravent les conditions dans lesquelles il travaille et demandent un effort aussi bien physique que psychique toujours plus grand. D'autant plus, que le chemin est long entre la chaîne de production et le bureau directorial où l'on « partage » les bénéfices... Long, et il passe par la caisse d'Etat qui couvre les « charges sociales » en prélevant sur les recettes brutes des entreprises. Sous la dénomination « charges sociales », on n'entend pas les allocations et assurances sociales, mais TOUTES les dépenses prévues par l'Etat pour couvrir tous les frais de son administration, de l'armée et des investissements. Avant, donc, de pouvoir toucher la deuxième tranche de leurs salaires, c'est-à-dire la participation aux gains de l'entreprise, les ouvriers yougoslaves doivent réaliser par la vente de leurs produits : le montant de leur salaires et le montant de leur contribution à la Caisse d'Etat, sous forme de « charges sociales » incluses. Peut-on se permettre d'offrir des prix compétitifs (le marché yougoslave est un MARCHÉ LIBRE) dans lesquels est incluse une charge si lourde ? Les risques d'une mauvaise conjoncture, l'ouvrier yougoslave les partage avec son employeur — l'Etat — ou, tout au moins, avec le ministre des Finances dont il devient complice dans l'affaire... si l'on en croit la loi du 1^{er} avril 1952...

Ce qui est certain, c'est que plus une entreprise est développée techniquement, plus son pourcentage des charges est élevé et plus son collectif ouvrier se verra dans l'obligation de diminuer les fonds des salaires, s'il veut lutter avec la concurrence. Cette trouvaille des « communistes » yougoslaves obligeant les ouvriers à baisser eux-mêmes leurs salaires ne manque pas de pittoresque ! Qu'en pensent les « titistes » occidentaux ?

Et la plus-value ?

Eh bien ! elle a changé de nom... cela s'appelle en Yougoslavie « socialiste » « la tranche de l'Etat ». Voilà qui est franc et précis. Les valeurs nouvelles créées par le travail se répartissent donc en deux tranches : fonds des salaires (tranche ouvrière) et la plus-value (tranche de l'Etat). D'ailleurs, l'entreprise, totalement privée de moyens financiers, est effectivement contrôlée par l'Etat, et ses avoirs ne sont que des chiffres dans la comptabilité de la Banque d'Etat. Si la loi du 1^{er} avril 1952 prétend que les ouvriers yougoslaves ont une part dans la gestion du capital industriel du pays, elle ne peut pas cacher qu'ils n'ont rien à dire dans la gestion du capital financier, qui domine totalement le premier. Et la participation de l'Etat dans la répartition de la plus-value créée par l'augmentation non planifiée de la production est assurée par un impôt spécial que l'entreprise qui dépasserait la production minimum doit payer. Un fonds

d'amortissement garantit le renouvellement des machines et, au cas où le Plan ne le prévoit pas, l'entreprise doit créer son propre Fonds d'investissement, Fonds de réserve et Fonds social.

Le bénéfice net ne commence qu'après avoir alimenté suffisamment ces fonds... après avoir donné à l'Etat ce qu'il demande comme « charges sociales ». **MALGRE UNE FORTE PRESSION, IL N'A PAS ETE POSSIBLE A LA CLASSE DIRIGEANTE YUGOSLAVE D'OBTENIR CES REVENUS SOUS LA DIRECTION PUREMENT BUREAUCRATIQUE DE LA PRODUCTION. C'EST PAR LE TRUCHEMENT DES « CONSEILS OUVRIERS » QUE LA BUREAUCRATIE YUGOSLAVE COMPTE S'ASSURER ET LES REVENUS DESIRES ET LA COMPLICITÉ DE LA CLASSE OUVRIERE.**

« Les usines aux ouvriers »

Voici donc les principes fondamentaux sur lesquels reposent les conseils ouvriers yougoslaves — nous résumons :

— rentabilité : aucune entreprise économique ne doit plus vivre des subsides de l'Etat, mais au contraire doit être capable de couvrir par ses recettes tous les frais de gestion et de verser à l'Etat les sommes prévues par le Plan ;

— intéressement : les ouvriers et les employés travaillant dans une entreprise doivent être intéressés à sa réussite, c'est-à-dire que le montant de leurs salaires doit être déterminé par la rentabilité des entreprises.

Comment on a donné « les usines aux ouvriers »

Toutes les entreprises sont la propriété du « Peuple » (lire : de l'Etat). Le « peuple » qui y travaille n'a pas le moindre droit envers l'entreprise, que le gouvernement peut retirer de ses mains n'importe quand, sous n'importe quel prétexte « d'intérêt public ». Ainsi, un ouvrier peut être licencié de « son » entreprise — et même l'ensemble du personnel (y compris le conseil ouvrier). Le collectif ouvrier travaillant dans une entreprise est là simplement pour la faire « tourner » sous un certain nombre de conditions « sine qua non » :

- amortissement des machines et du matériel (ou restitution),
- acquisition de nouvelles machines, bâtiments, moyens de production, équipement (investissements),
- la propriété de l'Etat doit donc s'enrichir chaque année,
- acquittement de toutes les charges prescrites par l'Etat.

Ceci prouve que dans le système titiste et sous la couverture des « conseils ouvriers », LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION RESTE SEPARÉE DES PRODUCTEURS et que, pour parler clairement, LES OUVRIERS YUGOSLAVES RESTENT DES SALARIÉS. Ils ne peuvent ni disposer des moyens de production, ni de l'ensemble des produits de leur travail, ni orienter la production, ni décider le mode de distribution. Sans ces quatre facteurs, pour nous, il n'y a pas d'économie socialiste.

Gestion des entreprises

Le système yougoslave se différencie du capitalisme d'Etat classique du type soviétique par la « co-gestion ouvrière ».

Une entreprise économique est, en principe, dirigée par les « collectifs ouvriers », c'est-à-dire par l'ensemble du personnel qui y est employé. Toutes ces personnes ont les mêmes droits dans l'accomplissement de leurs tâches de membres du collectif, quel que soit le travail qu'elles effectuent dans l'entreprise et sans aucun égard au taux de leur salaire. Oui, toutes — ce qui est très démocratique — SAUF LE DIRECTEUR. Car c'est lui, le Directeur, qui décide même de la composition du « collectif ouvriers », dans la mesure où C'EST LUI QUI EMBAUCHE ET LICENCIE LE PERSONNEL. Ainsi, tout le personnel peut être changé au cours de l'année mais, astuce juridique, le collectif ne cesse d'exister et se compose du personnel travaillant à un moment donné. Le point central reste le Directeur. La raison en est simple : c'est lui — et non pas le « collectif ouvrier » — qui représente le Propriétaire de l'Entreprise : l'Etat. Nous ne pouvons pas mieux qualifier, définir le rôle du Directeur que la Loi même :

« Le Directeur dirige la production et toutes les affaires de l'Entreprise. Les ouvriers et les employés sont responsables devant le Directeur de l'accomplissement de leur travail. Le Directeur représente l'Entreprise envers l'Etat et envers l'Etat et envers les autres entreprises. » (Loi du 18 juin 1950, article 8).

Le directeur est membre *d'office* du Comité de Gestion mais, ce qui est pour le moins curieux, la Loi le place au-dessus de ce Comité :

« Si le Directeur trouve qu'une décision du Comité de Gestion ne correspond pas à la loi, aux prescriptions légales et AUX ORDRES DES AUTORITES D'ETAT COMPETENTES, il est obligé d'en avertir immédiatement ces autorités et de suspendre l'exécution de la décision du Comité de Gestion en attendant que l'organisme compétent de l'Etat prenne la décision définitive » (art. 40 de la même loi).

Il faut bien comprendre que LE DIRECTEUR N'EST PAS LE GERANT COMMERCIAL NI LE DIRIGEANT TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE, ce qui aurait pu à la rigueur justifier sa puissance. D'après « Borba » (organe central du P.C.Y., dans son n° du 13-2-52) sur 763 directeurs des entreprises économiques en Yougoslavie, 186 ont une certaine préparation technique, mais 702 sont membres actifs du P.C.Y. Ce qui explique pas mal de choses et ce qui oblige ce journal à les défendre contre les reproches de leur incompétence, de leur inutilité pour l'entreprise :

« Tous ces directeurs ont très bien compris que LEUR DEVOIR ESSENTIEL est d'être fidèles au Parti et que l'autorité de l'Etat les a nommés à ces postes surtout pour récompenser les militants et les combattants qu'ils ont été... »

« Borba » affirme que « l'autorité du peuple » a justement besoin de tels directeurs, car « ils sont les meilleurs gardiens des biens » dont dispose cette « autorité populaire ». Mais, comme un gardien ne suffit pas, on a renforcé la sécurité par la présence de la « Police économique » dans chaque entreprise. C'est cette présence des détachements policiers qui donne aux usines yougoslaves cet aspect de casernes (ou de prisons, ce qui diffère peu). C'est la police qui impose l'application des règlements, la discipline au travail et l'exécution immédiate des ordres du directeur. Devant la porte d'entrée de chaque usine yougoslave se trouve un policier. Même les touristes occidentaux de « gôche » ne peuvent pas ne pas le voir. Ce qu'ils ne voient pas, c'est un « organe de sûreté intérieure » que les ouvriers yougoslaves appellent, dans leur argot, le « TZYN-KAR » (Tzynkar : le Zingueur). Il faut connaître le comportement de l'ouvrier

envers « les biens socialistes » et aussi sa mentalité et ses conceptions politiques. Ce genre de surveillance était la tâche des membres du P.C.Y. travaillant dans l'entreprise. Mais ils ne sont pas assez nombreux et ne possèdent que rarement les connaissances techniques suffisantes pour contrôler si l'ouvrier ne « sabote » pas le travail. Pour assurer cette besogne, la direction économique de l'Etat cherche des personnes aptes à ce genre de travail parmi les membres mêmes du collectif. Il existe des collèges techniques spécialisés où les tzinkars sont formés. Ce ne sont donc pas les misérables petits mouchards que nous connaissons dans les usines de l'Occident, mais une véritable institution, bien organisée, avec une préparation technique — une sorte de sous-officiers de l'industrie. Outre le privilège d'avoir leur emploi assuré (dans certaines entreprises leur nombre est monté jusqu'à 10 % du personnel !), les tzinkars sont portés *par priorité* sur les listes des candidats pour les Conseils ouvriers...

Voilà dans quelles conditions le Collectif élit chaque année le Conseil ouvrier, composé de 15 à 120 membres (dans les entreprises ayant moins de 30 ouvriers et employés, le Collectif entier constitue le Conseil ouvrier). Son rôle ? D'après la loi, il

- approuve les plans de base et le bilan de clôture de l'entreprise ;
- adopte les conclusions relatives à la gestion de l'entreprise et à la réalisation du plan économique ;
- énonce le règlement de l'entreprise sous approbation de l'organe d'Etat compétent ;
- effectue la répartition de la partie des capitaux accumulés, restant à la disposition de l'entreprise.

L'Ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des Comités d'entreprise en France, précise ainsi le rôle social et économique du Comité :

« Le Comité d'entreprise assure ou contrôle la gestion de toutes les œuvres sociales... est obligatoirement consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise... est obligatoirement informé des bénéfiques réalités par l'entreprise et peut émettre des suggestions sur l'affectation à leur donner... »

Mais nous ne voulons pas faire de comparaisons. Notre but était d'essayer de démonter le mythe des « Conseils ouvriers » yougoslaves, qu'une certaine gauche prend pour le modèle même d'institution révolutionnaire. Nous voulons, à la base des faits évoqués, affirmer que les ouvriers ne peuvent pas contrôler la gestion de l'économie sans disposer des droits essentiels de la liberté de parole, de réunion, de l'organisation : QUE L'IDEE MEME DES CONSEILS OUVRIERS EST INCOMPATIBLE AVEC L'EXISTENCE DE L'APPAREIL DE L'ETAT ; que — chaque fois que l'on avait essayé de faire coexister les deux (Etat-Conseil ouvrier) — ce ne fut jamais l'Etat qui « dépérit » mais, au contraire, c'est lui qui absorba les Conseils.

Qu'est-ce qu'il en reste en Yougoslavie ?

Paul ZORKINE.

N.D.L.R. — Cet article est paru pour la première fois en 1959 (N et R n° 14) ; son auteur, P. Zorkine, a collaboré à « Noir et Rouge » de 1955 à 1960. Il est mort accidentellement en juillet 1962 (voir N et R n° 22).

MAGIE.

RATIONALISME.

ANARCHIE

« Planète » est une revue qui se veut d'avant-garde et se pique de réunir science et spiritisme, pensée objective et onirique. Elle fut lancée par les auteurs (Bergier et Pauwels) d'un livre, « Le matin des Magiciens », qui fut comme la revue un succès commercial. « Arts », « France Observateur », « L'Express » ont consacré, il y a un an, des articles à ce sujet en s'attachant à des aspects divers : psychologique, politique, social. Bien qu'à cette époque ils n'aient pas eu tellement d'écho, la polémique finit par apparaître et devint assez vive grâce au combat mené par l'Union Rationaliste et la parution de son livre « Le crépuscule des Magiciens » dont le titre montre bien le but.

Dernier en date et non des moindres, « Le Monde » publia une série d'articles d'Edgar Morin qui montrent bien à quel point on peut s'égarer à force de prétention et de confusion, à quel point les lecteurs sont abusés. Pauwels et Bergier ont trouvé là un solide défenseur qui fait « autorité ».

On pouvait penser que des prises de positions sur ce « cas » étaient nécessaires mais qu'il ne fallait pas y attacher trop d'importance. Ce n'était qu'une affaire à suivre sans plus, mais maintenant il y a « relance ».

Il nous semble que ce n'est pas seulement une affaire de snobisme, un sujet de conversation artificiellement trouvé par des gens qui s'ennuient. L'histoire sur ce plan n'est pas nouvelle. Il s'agit en fait d'une volonté de propagande, d'une remontée périodique des mêmes idées contre lesquelles nous luttons depuis fort longtemps.

Il s'agit de « l'éternel retour aux sources », de la nostalgie du passé, du « merveilleux » (dont on fausse, par cette utilisation, toute la valeur poétique), de la force ancestrale de la pensée magique ou inductive ; c'est ce que nous pouvons caractériser rapidement mais simplement de réactionnaire. Il s'agit de lutter contre l'obscurantisme sous toutes ses formes.

Pour les libertaires, il ne devrait plus être nécessaire de revenir là-dessus. Cela fait partie de leur combat. Mais il semble bien qu'il ne soit pas complètement achevé même parmi eux. Le rationalisme est toujours mis en cause, non pas pour tel point particulier, mais globalement en temps qu'idéologie, par association au positivisme ou au scientisme du 19^e siècle. La méfiance vis-à-vis de la science est latente sans qu'on puisse discerner s'il s'agit d'une incompréhension de la personnalité du savant (soigneusement entretenue par la presse pour les besoins du mystère et du sensationnel), d'un manque de véritable vulgarisation scientifique, ou d'un refus rationalisé a posteriori et justifié par la bombe atomique par exemple. Il en est de même de la technocratie où l'on confond aisément l'objet et son utilisation.

La discussion sur ces points peut sembler, soit inutile parce qu'elle ne se place pas directement sur le plan pratique et économique, mais seulement sur le plan des idées, soit essentielle parce qu'en réalité elle englobe l'ensemble.

Mais bien souvent, il nous semble que cette discussion s'engage mal, prend un caractère plus ou moins passionnel, ce qui est assez contradictoire quand il s'agit de rationalisme ou plutôt de méthode scientifique. Il s'agit souvent d'une querelle de langage, de perspectives plus ou moins vagues, c'est-à-dire que l'ensemble manque de réalisme.

Il faudrait donc savoir exactement de quoi l'on parle et puis ne pas engager la discussion sur un faux problème.

Nous ne pouvons envisager de croire a priori en la vérité absolue de telle hypothèse par exemple. Nous ne pouvons que faire la somme des connaissances disponibles, et analyser notre méthode de travail. Car là sont la difficulté et le fond du problème.

Etudions donc rapidement différentes propositions.

LA MAGIE

La pensée magique est le type de construction mentale des primitifs et des enfants. Il s'agit pour eux d'un essai de possession de la réalité, d'une assurance et d'un accroissement de sécurité. C'est-à-dire qu'ils conçoivent des relations qui leur permettent de voir les choses telles qu'ils le désirent et non telles qu'elles sont. Ils croient ainsi pouvoir agir sur elles de la même façon que nous pouvons ordonner nos pensées.

Les principes de cette élaboration sont :

— *La correspondance* : c'est-à-dire qu'on suppose que toute chose est reliée à toute chose sans prendre garde aux contradictions possibles, qu'il n'y a pas de lois universelles, qu'il peut y avoir une différence entre la réalité et la représentation qu'on s'en fait, si proche et si pratique soit-elle (par exemple : la destruction de Sodome et Gomorrhe et une explosion atomique).

— *La similitude* : c'est-à-dire qu'on ne tient compte que de l'apparence superficielle entre des effets, des causes, des relations (par exemple : le fluide des radiesthésistes assimilé à un rayonnement électromagnétique, ou bien on croit faire pleuvoir en arrosant).

— *La contiguïté* : c'est-à-dire que l'on croit qu'une même convergence de faits peut provoquer les mêmes modifications sur deux autres phénomènes indépendants (par exemple : soins à distance grâce à l'action sur des mèches de cheveux).

Cette attitude ainsi considérée semble évidemment absurde, mais il est moins aisé de l'analyser quand il s'agit de faits moins grossiers et non isolés par exemple lors des conversations de la vie courante. Il nous faudrait pourtant essayer de rechercher les raisons de cette absurdité et cela nous est peut-être possible en examinant les sciences occultes et le cas Planète.

— *Les sciences occultes* :

Nous allons trouver ici les caractéristiques énoncées plus haut, mais avec un aspect plus habile qui a d'ailleurs évolué avec le temps.

A l'aspect mystérieux de société secrète, à la nécessité de l'initiation, a succédé une présentation moderne, un langage d'allure scientifique. On emploie les termes de magnétisme, de rayonnement, d'atome, de cosmos, mais avec un sens bien différent du réel. Sous ce vocabulaire scientifique, on retrouve les principes d'élaboration de la pensée magique : — les correspondances sans les situer ni dans l'espace, ni dans le temps, c'est-à-dire sans rigueur, ni systématisation, — l'analogie, — la similitude, — la contiguïté. De plus, le même sentiment irrationnel, le désir de voir et de posséder la réalité, intervient comme support inconscient.

Les moyens de recherche sont également peu sûrs et vagues. Les origines de la connaissance sont extra-sensorielles et font appel au subconscient, au médium, aux rêves, à la voyance. L'opposition avec la méthode scientifique est évidemment très nette et on peut se demander comment on peut affirmer que les sciences aient pu avoir comme origine l'occultisme.

Quant aux sources, elles sont essentiellement la tradition, c'est-à-dire ce qui se répète sans vérification, l'enseignement des maîtres vénérés (les alchimistes, Nostradamus, les « livres anciens »), les témoignages, la bonne foi. Nous savons bien pourtant avec quelle prudence il faut utiliser ce matériel, que ce soit en histoire ou en sociologie. C'est d'ailleurs bien là la difficulté d'être des sciences humaines qui balbutient faute de phénomènes sûrement mesurables et contrôlables. Les témoignages sont souvent divergents, imprécis et l'on ne peut en fin de compte que procéder par suppositions et larges approximations et ceci même lorsque la bonne foi est évidente.

Une méthode de première rigueur est indispensable. Les occultistes partent certes de faits, mais ils sont souvent exceptionnels ou mal déterminés. Les expériences sont mal menées, quelquefois frauduleuses ou du moins tendancieuses. Notons que les propositions de contrôle scientifique indépendant furent nombreuses et qu'aucune n'a abouti à un résultat positif. Les petites histoires à ce sujet sont nombreuses et amusantes. Le contrôle que pratiquent les occultistes eux-mêmes est très relatif. Il est basé surtout sur l'affirmation, les témoignages, les comparaisons, l'autorité, le grand nombre ou l'exception : Untelle confirme... c'est comme ceci... ceci a été fait un grand nombre de fois... ce fait n'a jamais été expliqué scientifiquement, donc !

Pouvons-nous tirer de tout cela des lois, des théories ? Non, car après l'analyse il ne reste que des hypothèses et qui sont à peine susceptibles de fournir une base de travail, car les phénomènes et les propositions ne sont pas suffisamment décantés.

On peut évidemment admettre qu'un jour il soit possible de les expliquer correctement, ainsi par exemple le phénomène des sourciers comme il a été tenté de le faire récemment. Il ne s'agit pas de nier qu'il existe des phénomènes inexplicables. On ne peut pas non plus se jeter sur la première explication donnée sans prudence et vérification. D'autre part, devant l'immense travail de recherche à effectuer, on peut estimer qu'il y ait des voies plus fructueuses et considérer pour cela le résultat des travaux effectués par le passé.

Citons comme exemple une controverse. Alexis Carrel (dont nous avons déjà critiqué les conceptions racistes et fascistes, NR, n° 22) écrit dans « L'Homme, cet inconnu » : « L'existence de la clairvoyance et de la télépathie, comme celle

des autres phénomènes métapsychiques, est contestée par la plupart des biologistes et des médecins. (...) Cependant, l'observation nous montre qu'ils constituent une activité normale, quoique rare, de l'être humain. L'auteur a commencé leur étude quand il était un jeune élève en médecine. (...) Il a utilisé dans ce livre les connaissances qu'il a acquises lui-même et non pas l'opinion des autres » (chapitre IV, II ; voir aussi IV et V).

Quelques années plus tard, Jean Rostand dans « L'Homme » répondait directement à Carrel (chapitre 12) : « Sans l'ombre d'idée préconçue, j'ai eu la curiosité de me livrer à une enquête personnelle, et, au cours de ces vingt dernières années j'ai pu étudier de près un bon nombre de sujets prétendument doués de facultés supranormales. (...) Or, je dois dire que je n'ai rencontré en tout cela qu'imposture ou puériorité. (...) A ce propos, il faudrait en finir une fois pour toutes avec cette absurde légende qui veut que la science officielle refuse, par entêtement dogmatique, de s'intéresser aux phénomènes supranormaux. Nombreux sont les savants qui après s'être loyalement arrêtés, devant ces phénomènes, n'en ont abandonné l'étude que pour avoir compris qu'ils avaient mieux à faire qu'à démasquer de vulgaires illusionnistes. »

L'affaire Naessens confirme ce que dit Rostand, et l'Institut Pasteur n'a rien trouvé dans ses « travaux ».

Il en est de même pour les tentatives actuelles de Bergier et Pauwels. Mais pourquoi parler du « cas Planète » ? C'est que le débat actuel « rationnel-irrationnel » s'est cristallisé autour de cette revue. D'autre part, les thèmes essentiels énoncés plus haut y sont développés. On pourrait renouveler l'analyse des textes de cette revue. Ce serait peut-être nécessaire, mais cela a déjà été fait ailleurs. Disons seulement que la confusion et un espoir vague et démagogique y sont largement entretenus et qu'aucun des arguments ne repose sur des faits fermement établis ou des démonstrations rigoureuses. On mélange poésie, rêve et hypothèses, énoncés objectifs, fiction et science. On croit que chaque chose doit être expliquée sans attendre les résultats des progrès, sans savoir se contenter des résultats acquis.

S'il peut arriver que le hasard et l'intuition prennent effectivement part dans les débuts de certaines recherches, ils sont rapidement laissés de côté et ne peuvent servir raisonnablement et systématiquement de méthode de travail. La petite histoire scientifique est riche de ce genre d'anecdote, mais qu'est-ce que cela prouve ? Il en est de même pour les références aux témoignages, aux exceptions, aux analogies et aux arguments d'autorité.

Le langage est lui-même ambigu. On peut relever des néologismes au sens vague mais qui « enrichissent » : infra, para, etc.

Mais nous pouvons peut-être plus longuement et plus utilement critiquer l'aspect politique des éditions Planète, et en particulier préciser ses origines dans « Le matin des Magiciens ».

Il est quelquefois avoué aussi bien avec des lieux communs qu'avec des pirouettes intellectuelles qui finalement se contredisent. « Mon étude réactionnaire avait été utile en ceci : elle m'avait empêché d'adhérer à ce monde par le mauvais côté : le vieux rationalisme du 19^e siècle, le progressisme démagogique. Elle m'avait aussi empêché d'accepter ce monde comme une chose naturelle

et simplement parce que c'était le mien, de l'accepter dans un état de conscience somnolente, ainsi que le font la plupart des gens» (page 16).

On ressuscite les « valeurs » passées avec l'ambiance souhaitable du mystère ; on entretient la confusion avec un faux air de modernité. « Toute l'histoire du monde est temple à moins qu'elle ne soit hégélienne » (page 22).

La philosophie d'Hegel est bien empreinte de ce mélange de métaphysique et de rationalisme.

Parfois le style baisse brusquement et frôle le poujadisme : « Ils s'en rendent compte maintenant, et les hommes de la rue mieux que les lettrés, toujours en retard d'une révolution » (page 55). Puis on glisse encore un peu, même jusqu'à l'erreur : « Oh, je ne parle pas de ces bandes de bourriques qui s'intitulent à grands fracas l'Union Internationale des Travailleurs et autres stupidités analogues » (page 101).

Cette confusion dans la pensée, dans le style est adroite. Elle nous permet de voir le but réel de cette propagande : « La nouveauté formidable de l'Allemagne nazie, c'est que la pensée magique s'est adjointe la science et la technique » (page 326). Puis suit un développement sur la svastika qui confirme les doutes que nous pouvions avoir après la lecture d'un chapitre précédent, « les centrales d'énergie », construction théorique non définie qui permet aux auteurs d'expliquer l'avènement d'Hitler.

Et dans le fond, il n'est pas sûr qu'il ne s'agisse seulement que de donner à tout une explication. Evoquer élégamment des hypothèses, c'est dans ce cas souffler des affirmations, des certitudes. « Le travail doit être organisé. Et il ne peut l'être que par un homme qui connaisse ses problèmes et ses buts, qui connaisse ses méthodes, étant lui-même, en son temps, par un tel travail organisé » (page 463).

Notre exposé paraîtra sans doute jusqu'à ce point assez négatif puisqu'il a constitué essentiellement en une critique de la pensée irrationnelle. Il nous reste à faire la proposition contraire.

LE RATIONALISME

De même que l'anarchisme, le rationalisme présente un certain nombre d'ambiguïtés dues également à une volonté de déformation : philosophie grecque, scientisme. D'ailleurs, pour être précis, nous pouvons donner la définition du Dictionnaire rationaliste (Editions Rationalistes, 1964) : « Il désigne la doctrine selon laquelle la seule voie de la connaissance est le travail de la raison sur les faits de la nature et de la société, effectué sous le contrôle de l'expérience. C'est la méthode même de la science expérimentale, mais les rationalistes n'en restreignent pas l'usage aux seules études scientifiques, et considèrent cette méthode comme universellement valable, et comme seule valable. En effet, le rationalisme comporte explicitement l'hostilité à toute métaphysique, le refus de tout autre mode allégué de connaissance, tel que la révélation, l'intuition réduite à elle seule, etc. La connaissance empirique n'est qu'un premier pas

pour le rationaliste, et ne prend un caractère véritablement rationnel qu'au prix d'une élaboration par laquelle elle entre dans le système logique, intelligible et coordonné qui constitue la science » (Ernest Kahane).

Cette définition est déjà très complète et, sans broder autour, nous pouvons essayer de définir une *attitude* rationaliste.

On constate un certain refus des valeurs établies et non vérifiées, un certain dégagement vis-à-vis des endoctrinements, qui constitue un ensemble de positions très nettes sur la religion, l'éducation. Il existe donc des traditions laïques et anticléricales, mais qui sont plus proches de celle du Grand Orient que de la Libre Pensée. Le milieu est en majorité universitaire, ce qui confirme dans une certaine mesure la priorité donnée aux problèmes religieux et d'enseignement. On traite par exemple le problème de l'enseignement de la philosophie ou des mathématiques, mais c'est surtout un professeur qui parle et qui tient à conserver telle matière. On pense bien sûr à l'écolier, l'étudiant, mais c'est sur le plan psychologique et pas du tout à la manière de Francisco Ferrer ou de Freinet, c'est-à-dire de pédagogues, d'hommes socialement présents.

Car sur le plan politique on peut relever une absence de position en tant que groupe, ce qui ne constitue pas un reproche étant donné les déclarations de principe de l'Union Rationaliste. « Elle entend prouver aux hommes, accablés par les malheurs qu'ils ne comprennent pas, que leur salut n'est pas dans un retour aux vieilles illusions, à l'ignorance aveugle, aux fanatismes dogmatiques, mais qu'il est dans l'usage toujours plus complet et plus hardi de la méthode scientifique pour connaître le monde et par là le transformer selon nos besoins et notre idéal. » Ce qui ne saurait surprendre lorsqu'on connaît leurs affinités maçonniques, mais en même temps peut paraître contradictoire lorsqu'on découvre les influences marxistes qui ont dû apparaître peu à peu depuis 1945.

Il n'en reste pas moins que le *contenu* du rationalisme nous semble intéressant. On y trouve le principe d'une universelle intelligibilité, c'est-à-dire que les phénomènes qui nous entourent ne peuvent rester incompréhensibles, voire mystérieux, mais sont susceptibles d'une approche de plus en plus serrée. Mais pourquoi cela ? Parce que les sources du savoir rationnel partent d'un certain concept de la raison, de deux attitudes philosophiques différentes dont l'une a d'ailleurs été abandonnée par le rationalisme moderne. La première conçoit l'existence d'une vérité, source unique de connaissance d'origine métaphysique. La seconde se situe dans le cadre d'une philosophie carrément scientifique. Elle part d'un premier stade d'évolution qui pose a priori la valeur de la raison à laquelle s'ajoute celle de l'expérience. Puis peu à peu la notion de Vérité s'est estompée. Au déterminisme absolu, au principe de causalité dans toute sa rigueur, s'est substitué plutôt qu'un a priori une méthode. On est arrivé à un certain type de certitude ou d'incertitude tout aussi rigoureux du point de vue de la pensée et de la méthode, mais moins définitif dans les conclusions. Cette méthode part ainsi de l'observation, de mesure, de concept, c'est-à-dire du phénomène physique proprement dit, ou du fait élaboré. Puis s'ajoute la possibilité d'action des divers raisonnements, de types mathématiques par exemple qui apportent une explication avec une certaine tendance à l'universalité (lois). Mais tout ceci n'est pas suffisant. Il faut alors le contrôle expérimental et, dans le cas de résultat positif la généralisation mathématique (principe, théorie),

c'est-à-dire que le chemin est parcouru dans les deux sens et qu'on opère des recoupements, qu'il y a des essais de systématisation, des confrontations, des contrôles.

Il est certain qu'avec cette méthode, la science à laquelle s'identifie le rationalisme ne puisse fournir l'explication désirée par Pauwels et Bergier par exemple. Elle fournit des hypothèses de travail et la méthode qui convient. Elle donne un certain nombre de réponses avec des limites. Mais il arrive plus souvent que chaque faisceau de réponses amène un nombre bien plus grand ou du moins plus important qualitativement de questions. Ceci est d'ailleurs assez bien montré par le thème surréaliste des portes qui s'ouvrent les unes à la suite des autres à l'infini. Mais ceci n'a peut-être du point de vue poétique aucun rapport.

A la base de ces perspectives se trouve la *méthode scientifique*. Elle est évidemment formellement opposée à celle proposée (!) par les occultistes. Elle nécessite une discipline mentale, de la rigueur, de la prudence. Elle exige l'objectivité par opposition à ce qui est subjectif, c'est-à-dire à ce qui existe dans la conscience humaine ou qui n'est que l'image, la représentation fictive que nous nous construisons. Elle demande un contrôle incessant, une remise en question des hypothèses, une grande cohérence.

C'est de cette manière qu'avance pas à pas la science. La multiplicité, la différenciation progressive des types d'explications en font sa richesse et son dynamisme.

Nous pensons donc que le débat devrait se faire autour de la méthode de travail plutôt que de la croyance en l'aboutissement de telle ou telle voie d'apparence plus ou moins nouvelle.

L'ANARCHISME

On pourrait faire les mêmes critiques en ce qui concerne l'anarchisme. Il présente une énorme vitalité du fait de la multiplicité de ses aspects, de ses explications des phénomènes historiques, économiques et sociaux. Ses diverses hypothèses se complètent, se relient parfois. Mais c'est cela qui est mal compris des anarchistes eux-mêmes et qui cause leurs différends internes et apparents.

Leur terrain d'action est sans doute très difficile parce qu'il est vital. Mais la manière dont on tombe exclusivement dans une option montre bien la persistance de la pensée magique même dans la mentalité des militants anarchistes : violence ou non-violence, révolution ou éducation, action politique ou syndicalisme, individualisme ou communisme. Comme s'il suffisait d'un « truc » pour se libérer, d'un miracle pour résoudre nos problèmes.

Parmi ces thèmes qui nous divisent un peu artificiellement, un peu superficiellement parce que nous nous exprimons mal, parce que nous nous comprenons mal, ne pouvons-nous pas reconnaître les résultats de mauvaises habitudes mentales ? Par exemple : tuer l'homme n'est-ce pas affirmer la croyance que l'on tue l'idée avec lui (similitude) ; de même que le non-violent espère trans-

mettre son attitude à son ennemi (contiguïté). On pourrait bien sûr multiplier les exemples, mais il est certainement plus profitable de laisser à chacun le soin de les découvrir.

Il ne nous appartient pas non plus de dire ce qu'il *faut* faire. Nous ne connaissons pas par avance de solution et ce serait, de plus, faire nôtres les attitudes que nous venons de critiquer. Nous estimons seulement que la méthode scientifique est le seul outil que nous ayons à notre disposition qui ait permis d'accumuler une somme de connaissances que nous pensons essentielles. Il nous semble, mais ceci n'est qu'une hypothèse de travail que nous livrons telle quelle — parce que nous n'avons pas les moyens de l'exploiter — qu'il faudrait tenter d'utiliser les conclusions actuelles des différentes disciplines scientifiques, de les confronter avec les différentes expériences anarchistes, avec nos hypothèses et nos principes. Alors peut-être pourrions-nous donner à l'anarchisme plus de valeur, plus de réalisme, plus de poids.

Cette proposition représente un travail énorme, mais il s'agit là de fortifier l'anarchisme, de montrer sa valeur réelle, de le sortir de son ambiguïté, de sa mort apparente, d'en faire autre chose qu'un sujet d'histoire sociale.

Mais il ne s'agit pas de nous soumettre à une autorité scientifique quelconque sous prétexte de rationalisme. « Supposez une académie de savants, composée des représentants les plus illustres de la science ; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société et que, ne s'inspirant que du plus pur amour de la vérité, elle ne lui dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien, je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour plusieurs raisons. La première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite, et que, en comparant ce qu'elle a découvert avec ce qu'il lui reste à découvrir, on peut dire qu'elle est toujours à son berceau. De sorte que si on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle, des hommes, à se conformer strictement, exclusivement, aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science.

La seconde raison est celle-ci : une société qui obéirait à une législation émanée d'une académie scientifique, non parce qu'elle en aurait compris elle-même le caractère rationnel, auquel cas l'existence de l'académie deviendrait inutile, mais parce que cette législation, émanant de cette académie, s'imposerait au nom d'une science qu'on vénérerait sans la comprendre — une telle société serait une société non d'hommes, mais de brutes. Ce serait une seconde édition de cette pauvre république du Paraguay qui se laissa gouverner si longtemps par la Compagnie de Jésus. Une telle société ne manquerait pas de descendre bientôt au plus bas degré de l'idiotisme » (pages 70 et 71, « Bakounine, la liberté », Munoz, J.J. Pauvert éd.).

« Nous sommes pleins de respect pour la science et nous la considérons comme un des plus précieux trésors, comme une des gloires les plus pures de l'humanité. Par elle l'homme se distingue de l'animal, aujourd'hui son frère cadet, jadis son ancêtre, et devient capable de liberté. Pourtant il est nécessaire

de reconnaître aussi les limites de la science et de lui rappeler qu'elle n'est pas le tout, qu'elle n'en est seulement qu'une partie, et que le tout c'est la vie... » (page 75).

« La vraie science de l'histoire, par exemple, n'existe pas encore, et c'est à peine si on commence à entrevoir aujourd'hui les conditions immensément compliquées de cette science... » (page 76).

« Tout ce que nous avons le droit d'exiger d'elle, c'est qu'elle nous indique, d'une main ferme et fidèle, *les causes générales des souffrances individuelles* — et parmi ces causes elle n'oubliera sans doute pas l'immolation et la subordination, hélas ! trop habituelles encore, des individus vivants aux généralités abstraites ; et qu'en même temps elle nous montre *les conditions générales nécessaires à l'émancipation réelle des individus vivant dans la société*. Voilà sa mission, voilà aussi ses limites, au-delà desquelles l'action de la science sociale ne saurait être qu'impuissante et funeste. Car au-delà de ces limites commencent les prétentions doctrinaires et gouvernementales de ses représentants patentés, de ses prêtres... » (page 77).

« La vie naturelle et sociale précède toujours la pensée, qui n'est qu'une de ses fonctions, jamais son résultat ; elle se développe à partir des profondeurs inépuisables qui lui sont propres, au moyen d'une succession de faits distincts, non pas au moyen de reflets abstraits.

« L'abstraction scientifique, ai-je dit, est une abstraction rationnelle, vraie dans son essence, nécessaire à la vie dont elle est la représentation théorique, la conscience. Elle peut, elle doit être absorbée et dirigée par la vie.

« Mais il est encore une troisième raison qui rend un tel gouvernement impossible. C'est qu'une académie scientifique revêtue de cette souveraineté pour ainsi dire absolue, fût-elle même composée des hommes les plus illustres, finirait infailliblement et bientôt par se corrompre elle-même et moralement et intellectuellement. C'est déjà aujourd'hui, avec le peu de privilèges qu'on leur laisse, l'histoire de toutes les académies. Le plus grand génie scientifique, du moment qu'il devient un académicien, un savant officiel, patenté, baisse inévitablement et s'endort. Il perd sa spontanéité, sa hardiesse révolutionnaire, et cette énergie incommode et sauvage qui caractérise la nature des plus grands génies, appelés toujours à détruire les mondes caducs et à jeter les fondements des mondes nouveaux. Il gagne sans doute en politesse, en sagesse utilitaire et pratique, ce qu'il perd en puissance de pensée. Il se corrompt, en un mot... » (page 78).

« Un corps scientifique, auquel on aurait confié le gouvernement de la société finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une tout autre affaire ; et cette affaire, celle de tous les pouvoirs établis, serait de s'éterniser en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupide et par conséquent plus nécessiteuse de son gouvernement et de sa direction » (page 79).

« Mais tout en repoussant l'autorité absolue, universelle et infaillible des hommes de la science... nous ne demandons pas mieux que de voir des hommes doués d'un grand savoir, d'une grande expérience, d'un grand esprit, et d'un grand cœur surtout, exercer sur nous une influence naturelle et légitime, librement acceptée, et jamais imposée au nom de quelque autorité officielle que ce soit, céleste ou terrestre. Nous acceptons toutes les autorités naturelles, et toutes les influences de fait, aucune de droit. » (page 90).

Claude MARTIN.

NOTE DE LECTURE

« LE COURS D'UNE VIE », de Louis LECOIN

Nous allons parler ici du livre d'un camarade, un vieux camarade, qui a montré durant sa vie une admirable fidélité à lui-même, à son idéal anarchiste qui est aussi le nôtre, et qui a manifesté également son courage, sa franchise, son esprit critique vis à vis des autres — ce qui nous fait espérer qu'il acceptera les quelques critiques amicales que nous lui adresserons dans ces remarques.

Il faut d'abord déclarer notre estime pour ce qu'il a fait dans sa vie de militant, vie qui lui a permis d'être le témoin et même souvent l'artisan d'événements historiques indiscutables ; la vie privée s'efface devant la vie collective et anonyme de notre mouvement, pendant plus d'un demi-siècle.

Nous ferons à ce sujet une première critique : Lecoin rétrécit la vision de cette vie collective ; bien sûr, il ne fait pas de l'histoire générale, il ne raconte que ses propres souvenirs et il n'a occupé dans cette histoire qu'une place toujours un peu particulière à partir de laquelle il ne peut embrasser qu'une petite partie de ce grand tableau. Mais il me semble qu'il ne prend pas suffisamment de précautions pour préciser cette évidence. Je ne mets pas en doute la véracité de son récit, mais ne suis pas convaincu de la justesse de sa vision, elle est trop subjective et trop personnelle.

De plus, deux phénomènes compliquent le « cas Lecoin » : pour un certain public, pour une certaine presse, Lecoin symbolise le mouvement anarchiste en France, il est, paraît-il, le dernier grand anar — d'où un mythe Lecoin, ses témoignages étant, malgré lui, pris en considération de manière disproportionnée, en leur attribuant une valeur historique. Et en second lieu, le fait que Lecoin n'a pas démenti cette mythologie, mais qu'il a au contraire contribué, et qu'il continue à contribuer à la constitution de son propre mythe — d'où une attitude narcissique, qui affirme sans accepter de réplique.

Il faut donc réduire son témoignage à sa juste mesure, c'est-à-dire celle de souvenirs d'un militant. Lecoin sera sûrement d'accord car il n'a pas de prétentions d'historien, et il sait que le mouvement en France pendant ce demi-siècle ne peut se résumer à ceux de ses représentants avec lesquels il a sympathisé (S. Faure, P. Martin), et que Makhno représente autre chose qu'un émigré dont on ne saisit pas le français (1).

Un autre fait risque de fausser les intentions même les plus modestes : la forte tendance « personnaliste », voire individualiste, qui existe dans la pratique anarchiste ; le nombre d'« animateurs », de « fortes personnalités » qui non seulement cloisonne le mouvement, le tient dans la médiocrité, mais encore donne une optique trop personnelle de l'histoire bien qu'elle soit loin d'être l'œuvre d'uniquement quelques-uns.

Notre première critique consiste donc plutôt dans une série de précautions et de réserves, car on écrit l'histoire même sans le vouloir, comme on fait de

(1) Makhno, anarchiste ukrainien, a joué un rôle important dans l'insurrection et dans l'organisation de l'armée des paysans et des ouvriers qui a lutté en Ukraine contre l'armée blanche, puis contre l'armée rouge. N.D.L.R. (voir Voline, *La Révolution Inconnue*).

la théorie toute ne se défendant d'en faire. Ici se situe notre deuxième critique. Chacun d'entre nous a, bien sûr, le droit et le devoir de défendre ses idées, surtout s'il a passé des années en prison pour ces idées. Mais, pour les mêmes raisons que nous avons évoquées plus haut, les prises de position personnelles d'un camarade comme Lecoin, dans la conjoncture actuelle, prennent un poids et une signification particulière. Ainsi, si nous avons quelques réserves à formuler sur le plan historique, nous devons, sur le plan théorique et tactique, déclarer notre désaccord. C'est un débat vaste et de longue haleine que nous ne pouvons résumer ici ; il dépasse d'autre part Lecoin, et aussi notre revue — il s'agit d'une revalorisation et d'une réadaptation de nos principes et de nos tactiques anarchistes actuels. Nous avons abordé plusieurs points de ce débat dans N. et R., et espérons pouvoir continuer à le faire, encore plus concrètement.

En ce qui concerne Lecoin, il ne s'agit pas tant des particularités de sa tactique : le champ d'action est tellement vaste que chacun choisit le domaine qui lui convient le mieux ; Lecoin a ainsi déployé ses activités sur le plan du pacifisme, de l'entraide, des objecteurs de conscience, etc. ; il a également utilisé les méthodes de travail qui lui ont semblé les meilleures : appui d'hommes « illustres », tractations avec des hommes politiques, des Parlements, le Président de la République, etc... Lecoin a même montré que dans certaines conditions cela peut être valable. Mais il a également montré dans son livre que cela peut aussi être naïf — quand ces hommes illustres, à qui il n'avait même pas demandé de confirmer leur accord par écrit, l'ont laissé tomber, tout seul en prison (Manifeste de 1939) ; — quand, alors qu'il a lutté, risqué sa vie et obtenu certains résultats pour les objecteurs, ceux-ci dans leur grande majorité se désolidarisent de lui, etc... Tout cela fait le caractère de Lecoin original et criticable, mais ce n'est pas le plus important, parce que particulier à lui.

Cela le devient davantage lorsque Lecoin prend ouvertement position pour l'Alliance Syndicale en Espagne (nous avons parlé de cette Alliance dans notre dernier édito), qu'il essaie de fermer toute autre voie d'avenir en dehors de la voie réformiste, et lorsqu'il écrit qu'il suffit de livrer au public cinq ou six ouvrages (Kropotkine, Reclus, Proudhon, Bakounine...) pour que le courant soit remonté, lorsqu'il accepte le jeu des deux blocs en ne critiquant qu'un seul d'entre eux, lorsqu'il fait allusion à la franc-maçonnerie, etc... Ces prises de position théoriques et tactiques ne sont pas isolées ; depuis déjà quelque temps un certain nombre de positions analogues professées par des camarades se propagent, convergent, s'appuient mutuellement, avec la volonté évidente de transférer et de perpétuer dans la collectivité anarchiste leur propre fatigue, leur propre découragement, leur esprit réformiste. Il est humain après des années d'espoir et de luttes d'être fatigué, découragé ou d'être tenté de « réajuster » certaines perspectives — mais alors pourquoi ne pas suivre l'exemple de Bakounine qui a accepté sa propre fatigue, s'est retiré mais a encouragé les autres à continuer, au lieu d'essayer de stériliser ceux qui viennent après nous et qui auront plus d'avenir que nous, au lieu de se prêter complaisamment au « Comité pour la présentation et le soutien de la candidature de M. Louis Lecoin au Prix Nobel de la Paix » pour 1966...

Encore une fois, nous ne désirons pas chercher de mauvaise querelle à Lecoin, ou démarrer une polémique personnelle. — Notre critique se limite aux seuls points évoqués.

N. et R.

COURRIER

De Lain Diez (Chili) :

Nous recevons de ce camarade la lettre suivante, qu'il a envoyée à la revue libertaire « Reconstruire » de Buenos-Aires et qu'il nous prie d'insérer.

Chers camarades de « Reconstruire »,

J'ai reçu, avec un certain retard car je vis loin de la capitale, le n° 38 de votre revue. J'ai lu avec intérêt le paragraphe que, sous la rubrique « La letra viva », M.A.A.M. consacre à l'œuvre « Manatesta, sa vie et ses idées ». L'auteur de l'article précise que Freedom Press, de Londres, est « l'œuvre du camarade Vernon Richards, bien connu par son livre « Leçons de la Révolution espagnole », malheureusement non encore traduit en espagnol ».

Je veux rectifier l'erreur du camarade M.A.A.M., qui pourrait être faite par d'autres, car le livre en question est déjà traduit en espagnol par moi-même. J'ai fait cette traduction d'après les éditions anglaise et italienne et avec la coopération effective de Vernon Richards. Celui-ci n'a pas supprimé les nombreuses notes explicatives, et m'a fourni toutes les coupures de la presse espagnole afin d'éviter la retraduction en castillan de textes en anglais et en italien, ce qui aurait pu entraîner une interprétation inexacte des citations.

Ensuite, une copie de la traduction en espagnol fut retenue une année entière par le comité d'édition de « Proyección », de Buenos-Aires, lequel finalement refusa de la publier (bien que je me sois offert, dans une lettre du 7 mars 1963, à contribuer au financement de l'impression). Le comité d'édition ne m'a jamais donné d'explication de cet étrange refus. J'avais toutefois quelque soupçon des véritables et inavouables motifs de cette attitude, et il me fut confirmé au reçu d'une lettre du camarade chilien L. A. de Montevideo, en date du 19 juin 1964. Celui-ci m'informait que, se trouvant avec le camarade Emilio Muse, il lui avait demandé pourquoi le livre de Vernon Richards traduit par moi n'était pas publié. La réponse fut « ... qu'ils avaient préféré laisser de côté le livre de V. R. qui pose certains problèmes au sujet des agissements de la C.N.T. (durant la révolution espagnole) qu'ils pensent ne pas devoir être connus de l'opinion publique, celle-ci ignorant généralement la question, non plus que des ennemis politiques qui les utiliseraient à leur profit. « Proyección » pense que ce livre doit rester connu seulement au sein du mouvement anarchiste. » Mon correspondant ajoute « Je ne partage pas cet avis pour des raisons évidentes. »

L'attitude de « Proyección », déterminée sans doute par des éléments occultes du vieux collaborationnisme ou, si l'on veut, « circonstancialisme » de la C.N.T. est ridicule, inefficace et incompatible avec l'éthique anarchiste. Tout d'abord parce que cette politique de l'autruche est impossible : étant donné l'existence de deux éditions de l'œuvre de Richards, on peut bien supposer que nombre de camarades connaissent l'anglais ou l'italien. Ensuite parce que, malgré ces efforts anti-opportunistes, le livre devra être connu du public de langue espagnole. De plus, parce que, selon la déclaration de Marie-Louise Berneri servant d'épigraphe au livre de Vernon Richards :

« C'est d'un point de vue anarchiste, et sans fausse fidélité ou considération opportunistes, mais aussi avec modestie et compréhension, que nous devons chercher à tirer des enseignements de la révolution espagnole. Je suis convaincue que notre mouvement sera bien plus grandement démoralisé et affaibli par l'admiration aveugle et exempte de toute critique que par l'admission sincère des erreurs passées. »

Cet évincement de l'œuvre de Richards n'est qu'une nouvelle tentative de dissimuler les déviations des dirigeants, comme cela fut déjà fait pendant la révolution espagnole quand le remarquable périodique « Espagne Antifasciste », publié en France, eut l'audace de critiquer la politique des leaders de la C.N.T.-F.A.I. Ainsi que l'a révélé V. R. dans son livre, on lui coupa les subventions et, sans cesser de paraître, il dut réduire considérablement son contenu et perdit ainsi beaucoup de son audience. Dans une lettre de Barcelone (février 1937) le militant italien Camilo Berneri écrivait que : « le n° 8 de « Guerra di classe » (un hebdomadaire édité par Berneri) paraîtra quand il pourra, le Comité l'ayant traité de la même façon que « Espagne Antifasciste ». (Pensieri e Battaglie. Paris 1938, page 261-2.)

Tout ceci suffit à situer dans sa véritable lumière le « problème » de l'opposition faite à Vernon Richards.

Fraternellement, Lain Diez.

N.D.L.R. — Ajoutons que nous avons une traduction française du livre en question et que nous essayons de la faire éditer (deux chapitres en ont été publiés dans notre brochure « Collectivités anarchistes dans l'Espagne révolutionnaire »).

De E. de Montevideo (Uruguay) :

Pour moi, la ligne de N.R. peut être assez bien résumée par le titre d'un de ses derniers éditoriaux : « Faire le point ». Jusqu'à maintenant, vous avez mis les points sur les divers points importants, en vous servant surtout du matériel idéologique déjà existant. Cette tâche d'exhumation de notre « littérature patristique » est nécessaire et utile, et vous la faites avec beaucoup de justesse : en analysant les vieux textes à la lumière des événements contemporains et en éclaircissant la situation actuelle à l'aide de la pensée de nos ancêtres barbus, si jeunes et gaillards, comme l'a signalé Guérin et comme vous le montrez.

Le travail de N.R. peut servir de point de départ à cette systématisation de la pensée anarchiste dont j'ai senti si fortement la carence dès mon premier contact avec le mouvement, carence qui préoccupe d'autres camarades, comme j'ai pu le voir avec l'article de Lain Diez et les commentaires et les lettres publiés ensuite dans la revue.

Il reste maintenant, puisque les biens légués par nos illustres défunts sont plus ou moins inventoriés, à entreprendre l'élaboration théorique qui nous arme pour affronter avec clarté les problèmes actuels.

Cette affaire d'élaboration en vue d'actualiser est un refrain déjà bien usé. Chaque anarchiste l'entonne dès qu'il trempe sa plume ou qu'il lève la main pour demander la parole. Mais personne n'ouvre le feu. Sans doute — je suppose — parce que personne ne se sent assez fort et attend qu'un autre vienne remplir cette mission dont nous sentons tous le besoin pressant. Le seul qui ose est Leval ! (Que Dieu et Bakounine lui pardonnent, mais pas moi.)

Vous avez une grande confiance dans le travail en équipe pour obtenir de bons résultats. Je suis moins optimiste, parce que je pense que le travail créateur et original, la vision systématisatrice, la capacité de la généralisation, de conception théorique en somme, qui, avec l'apport notable de ce qui existe déjà, construit un tout cohérent, tout cela est œuvre individuelle. D'individus exceptionnellement doués, auxquels un groupe de travail peut donner une aide considérable, mais sans les remplacer.

SOMMAIRE

	Page
EDITORIAL	1
AUTOGESTION EN YUGOSLAVIE	2
LE MYTHE DES CONSEILS OUVRIERS CHEZ TITO	14
MAGIE, RATIONALISME, ANARCHIE	20
NOTE DE LECTURE	29
COURRIER	31

Notre adresse est: Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »), C.C.P. Paris 16.682.17.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

Directeur de la publication : Christian LAGANT.

Imprimerie « LA RUCHE OUVRIERE » - 10, rue de Montmorency - Paris (9^e)